

rialisme américain, de la résistance victorieuse des masses laborieuses vietnamiennes, et de la reprise de l'agitation et de la lutte révolutionnaire en Europe occidentale.

L'abaissement progressif du taux de croissance de l'économie des Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés, au cours des années soixante, exprime la crise profonde de la gestion bureaucratique de cette économie. L'échec de la planification bureaucratiquement hyper-centralisée, à partir du moment où il s'agit de dépasser la phase de l'industrialisation sans tenir compte des coûts, et de développer avant tout un secteur technologiquement nouveau (électronique, pétrochimie, systèmes mécaniques automatisés) et l'industrie des biens de consommation durables, est universellement reconnu. Mais faute de pouvoir la remplacer par un système d'autogestion ouvrière, démocratiquement centralisé, la bureaucratie est à la recherche de mécanismes « automatiques » pour remplacer les ordres venus d'en haut, — contradictoires, confus et de moins en moins efficaces. D'où l'option générale en faveur de « réformes économiques » qui revalorisent « l'économie de marché socialiste ». Une compétition pour le pouvoir au sein même de la bureaucratie, entre une aile essentiellement technocratique et la tendance conservatrice de l'appareil politique d'origine stalinienne, est sous-jacente à ce recours accru aux mécanismes du marché.

La nature inter-bureaucratique de ce conflit apparaît surtout dans le programme des rapports avec la classe ouvrière que les technocrates « libéraux » ont élaboré. Nulle part, ils ne se prononcent, fût-ce en principe, en faveur de l'autogestion ouvrière ; partout, ils prônent un accroissement des droits des directeurs d'usine combiné à une autonomie plus grande des entreprises. Ces droits accrus des directeurs s'entendent non seulement par rapport aux instances centrales de planification, mais encore par rapport aux travailleurs. Les technocrates sont en faveur d'une austérité et d'une rationalité économique d'autant plus suspecte aux yeux des travailleurs qu'elle implique, d'une part, la réapparition massive du chômage et le démantèlement des services sociaux gratuits ou à bas prix (comme les loyers), et d'autre part, une augmentation des inégalités sociales ainsi que le relèvement des traitements et des primes touchés par les bureaucrates.

Constater que les « réformes libérales » créent, malgré tout, une atmosphère plus favorable à la renaissance de l'initiative et de l'activité politique des ouvriers, est une chose. Mais ce serait formuler un jugement incomplet et aboutir à des conclusions radicalement erronées que d'en déduire un « appui critique » quelconque aux technocrates libéraux contre les bureaucrates politiciens conservateurs ». Il est incontestable que le conflit inter-bureaucratique et les concessions libérales accordées aux écrivains, aux journalistes et aux étudiants en Tchécoslovaquie, améliorent les possibilités d'une reprise de l'action ouvrière. Encore faut-il ajouter que cette action risque de se diriger contre les conséquences économiques des « réformes » défavorables à la classe ouvrière. On enfermerait l'avant-garde renaissante de ces pays dans un dilemme insoluble si on voulait limiter son action au choix entre un « moindre mal » (la bureaucratie technocratique et libérale) et une « rechute dans le stalinisme ». Seul un programme hardi de renaissance intégrale de la démocratie socialiste, s'appuyant sur le pouvoir des conseils ouvriers, c'est-à-dire le programme de la révolution politique, peut amener une réapparition générale de la classe ouvrière sur la scène politique. Elle est trop hostile à l'égard de la bureaucratie dans son ensemble pour se laisser utiliser comme simple force d'appoint dans le conflit entre deux couches de la caste au pouvoir.

Le fait que les premières couches à se mettre en mouvement dans les Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou défor-